

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALIPSO

86 BD DE LA REPUBLIQUE
BP 70015
80100 Abbeville

Références : 2026-E30028
Code AIOT : 0005102093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement CALIPSO implanté 14 avenue des Fusillés BP 4 80150 Crécy-en-Ponthieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALIPSO
- 14 avenue des Fusillés BP 4 80150 Crécy-en-Ponthieu
- Code AIOT : 0005102093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CALIPSO exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits

phytosanitaires sur la commune de Crécy-en-Ponthieu. Les installations sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1987.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Accessibilité au site et circulation	Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Découplage	Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 7.b)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 23/12/1987, article 10.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/25 est respecté. L'inspection propose au préfet de la Somme de l'abroger.

L'inspection constate le jour de la visite d'inspection l'absence de barrière d'accès au site à côté du silo A, ce qui empêche l'accès permanent et facilité à la réserve incendie et entrave l'intervention du SDIS en cas de sinistre sur le silo O. Une mise en demeure sur ce point est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis l'état des stocks par rubriques ICPE. L'exploitant tient également un état des stocks de la cuve de GNR présente sur le site. Cet état des stocks est mis à jour à chaque approvisionnement et à chaque utilisation de GNR.</p> <p>L'inspection propose au préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/25.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2025
Prescription contrôlée : <p>Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soit des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.</p>

<p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié l'affichage au niveau des cases de stockage d'engrais. Les affichages des autres stockages n'ont pas été vérifiés.</p> <p>Le panneau d'affichage mentionne la nature des produits stockés, ainsi que la rubrique de la nomenclature des installations classées correspondante, et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur grâce à l'affichage. Les engrais stockés sont identifiés sur chaque mur de séparation des tas.</p> <p>La prescription susvisée est respectée.</p> <p>L'inspection propose au préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/25.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Accessibilité au site et circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, accès pompiers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent par avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).</p> <p>Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le porter à connaissance de 2018, une barrière d'accès au site était prévue juste à côté du silo A. L'inspection constate le jour de la visite d'inspection l'absence de barrière: Une clôture est présente à la place.</p> <p>L'inspection a consulté le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) sur cet absence d'accès. Le SDIS conclut que "après analyse de l'implantation de la citerne incendie, il apparaît en effet nécessaire de prévoir un accès [...]. Cet aménagement permettrait un accès permanent et</p>

facilité à la citerne incendie, tout en garantissant un accès plus sûr pour les secours en cas de sinistre sur le silo O."

La prescription susvisée n'est donc pas respectée et présente un enjeu lié à l'intervention des services de secours, en cas d'incendie.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2011, article 7.b)

Thème(s) : Risques accidentels, Découplage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2025

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place:

Volume A	Volume B	Nature du découplage
[...]	[...]	[...]
Tour du silo O	Galerie supérieure du silo O	Porte (sens d'ouverture vers la tour) et paroi avec une pression de résistance de 50 mbar
Tour du silo O	Galerie de reprise du silo O	Porte (sens d'ouverture vers la tour) et paroi avec une pression de résistance de 50 mbar

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées,

hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

[...]

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de la société DURAND MANUTENTION relatif à la note de calculs de la porte de la galerie de reprise réalisé en date du 23/09/2025, comme demandé par l'inspection dans le rapport de visite suite à l'inspection du 29/04/2025.

Le rapport précise en commentaire:

"Le but de cette note de calculs est de contrôler la tenue mécanique de la porte de la galerie de reprise du silo Calipso de Crécy. Il est demandé de contrôler la résistance sous l'application d'une pression de 100mbar, soit 10000N/m²."

Le rapport conclut que "sur la base des hypothèses de calculs (1 à 9), les contraintes calculées sur les composants vérifiés (cf.1 et 9) sont sous la limite élastique de 235MPa, avec un coefficient de sécurité de l'ordre de 1.33, avec une application de la pression dans le sens tour vers galerie ou galerie vers tour. Ces valeurs de contrainte sont admissibles."

L'inspection propose au préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/25.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1987, article 10.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Un Plan d'Opération Interne sera établi en liaison avec les Services concernés.

Ce plan sera tenu constamment à jour; il devra pouvoir être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ce plan définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident pour assurer la protection du

<p>personnel, des populations et de l'Environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 23/12/1987 est abrogé par l'arrêté préfectoral du 16/06/1998. Ainsi, l'exploitant n'est plus tenu de disposer d'un plan d'organisation interne.</p> <p>De plus, l'exploitant indique disposer d'une procédure d'alerte et d'intervention en cas de sinistre. Ces éléments n'ont pas été contrôlé par l'inspection des installations classées lors de la visite.</p> <p>L'inspection propose au préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/25.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>